

UNE RENTREE 2016 POUR ENTRER EN RESISTANCE

La rentrée 2016 n'est pas une rentrée comme les autres.

1) Le Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré, a pleinement conscience des menaces dont le pays est l'objet depuis 18 mois, menaces encore mises à exécution ces dernières semaines.

Dès lors, les personnels de l'Éducation Nationale que nous sommes agiront bien sûr dans le respect des consignes particulières de sécurité transmises aux établissements, mais en gardant à l'esprit que les collèges et lycées ont été conçus comme des espaces ouverts, et qu'il serait vain de prétendre en faire des forteresses imprenables. **Les établissements sont d'abord des lieux d'enseignement, inscrits dans un État de Droit** qui garantit les libertés individuelles et collectives, et où un climat scolaire serein est nécessaire à la formation d'esprits éclairés capables de rejeter tous les fanatismes et tous les extrémismes.

Les nécessaires mesures de sécurisation ne doivent donc pas être instrumentalisées pour alimenter un discours sécuritaire, qui viserait à détourner l'opinion publique des enjeux éducatifs de la rentrée 2016, et à culpabiliser les personnels. Le Snes-FSU déplore que le gouvernement, sourd aux revendications des salariés sur la Loi Travail, soit tenté de masquer le rejet et les échecs de sa politique en général, éducative en particulier et les enjeux de la rentrée 2016 par une communication axée uniquement sur la sécurité.

2) La rentrée 2016 est en effet celle d'un bilan, la dernière de cette mandature parlementaire, la dernière de la « refondation ». Voudrait-on le dissimuler ?

Loin de refonder le système éducatif et lutter contre les inégalités sociales, les politiques éducatives engagées et appliquées dans le second degré depuis 2012 - et en particulier depuis 2 ans - l'ont au contraire déstabilisé et fragilisé.

Les **60 000 postes** promis ne seront pas au rendez-vous, faute de moyens budgétaires ambitieux et de volonté réelle pour contrer la crise du recrutement qui perdure. Les concours peinent à attirer des candidats dans de plus en plus de disciplines qui ne font pas le plein, les nouveaux recrutements ne servent ainsi qu'à absorber la hausse démographique, on continue à affecter les TZR sur des postes à l'année, et le recrutement de contractuels s'intensifie (32 en histoire-géo, 50 en éco-gestion fin juillet dans l'Académie de Lille). Sans succès : cela fait longtemps qu'on n'a pas vu autant de classes sans professeur à la rentrée.

Incapable de mettre en œuvre la priorité affichée pour le premier degré, en vue d'une meilleure acquisition des apprentissages fondamentaux, le ministère a choisi de mettre en place **une réforme du collège** calquée sur une réforme du lycée qui ne fonctionne pas, qui dénigre l'expertise disciplinaire des personnels et les met en concurrence dans le cadre d'une autonomie confiée aux personnels de direction. Après une année scolaire éprouvante de prétendue formation et d'auto-culpabilisation en plus sur la démarche de projet, il a fallu travailler pendant les vacances à la préparation de 4 programmes en même temps, et il faudrait maintenant revoir les modalités d'évaluation et la préparation au DNB, pour pouvoir remplir un nouveau livret scolaire chronophage ... Ça suffit !

Tout au long de l'année, il faudra gérer des emplois du temps contraints par des mesures (pause méridienne par exemple) que l'enseignement privé n'a pas à respecter et dont il peut s'affranchir sans crainte (maintien de bilangues) ainsi que travailler dans des conditions inacceptables (absence de manuels dans de nombreuses disciplines). La hausse de la scolarisation dans le privé à cette rentrée conforte notre volonté d'obtenir une autre réforme, ambitieuse et respectueuse de notre professionnalité.

Dans les lycées, les personnels continuent d'assumer les désorganisations de la réforme Châtel, jamais remise en cause par le ministère. Ils doivent en plus, à cette rentrée, faire face à des effectifs en hausse, avec les incertitudes liées au passage quasi automatique en Première et l'accueil des doublants de terminale dans leur établissement d'origine, en plus de celles liées au choix que feront les recalés au bac.

La suppression du redoublement en 2nde, loin de favoriser l'égal accès aux 3 voies du lycée et à ses différentes filières, renforce encore leur hiérarchie tout en méprisant la contribution des professeurs en conseil de classe.

La lutte pour favoriser l'égalité des chances a cédé la place à la gestion des flux.

Dans ce contexte, il n'est pas acceptable que la nécessaire revalorisation de nos carrières et rémunération, en cours de négociation, donne de nouveaux outils de management local pour imposer la mise en œuvre des réformes et dispositifs contestés (AP, EPI, etc) : le Snes-FSU s'opposera à toute forme d'évaluation des pratiques par la hiérarchie administrative, telle qu'elle est envisagée par le ministère en ce moment même, comme il s'était opposé avec succès au décret Châtel sur l'évaluation des enseignants en 2012, décret abrogé par la nouvelle majorité.

3) La grève du 8 septembre pour revenir à l'Éducation, au service public, à nos métiers.

La rentrée s'annonce donc particulièrement difficile tant pour les conditions d'études des élèves que pour les conditions de travail des personnels. Discutons dès la pré-rentrée, en AG, des conditions de rentrée dans notre établissement, et soyons massivement en grève le 8 septembre pour exiger une autre ambition pour le système éducatif et faire entendre la voix du 2nd degré à quelques mois d'échéances électorales cruciales.